

UNESCO

Forum panafricain : Sources et ressources pour
une culture de la paix
Session d'ateliers 1



Session d'ateliers 1

Sources et ressources culturelles pour une paix durable en Afrique

Cette première session d'ateliers analyse la contribution de la culture africaine au dialogue et à la réconciliation (langues, traditions, sites mémoire, pratiques, méthodes endogènes de prévention résolution des conflits, ...). De même, elle étudie le renforcement des relations entre Education et Culture pour construire des parcours d'éducation et de formation efficaces afin de promouvoir la coexistence pacifique en Afrique : éducation aux valeurs et à la citoyenneté mondiale ayant comme base une vision panafricaine de l'histoire du continent. Enfin, l'économie de la culture en tant que génératrice d'emploi pour la jeunesse dans la vision du développement durable du continent (arts et créativité, musique contemporaine, cinéma, tourisme culturel, développement des compétences) est examinée.

Atelier : *Contribution de la culture africaine au dialogue et à la réconciliation : langues, traditions, sites de mémoire, pratiques, mécanismes endogènes de prévention et de résolution des conflits*

M. Doudou Diene - Ancien rapporteur spécial de l'ONU sur les formes contemporaines du racisme, des discriminations raciales, de la xénophobie et de l'intolérance, et expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire (UN-HCDH)

M. Nureldin Satti - Président du Fond International pour la Promotion de la Culture de l'UNESCO

Mme Françoise Ki-Zerbo - Administratrice générale adjointe, Fondation Ki-Zerbo

M. Ziva Domingos - Représentant du Directeur général du Fond du patrimoine africain

Modératrice :

Mme Katerina Stenou - Directrice, Plateforme intersectorielle pour la Culture de la paix et la non-violence, UNESCO.

Atelier : *Renforcement des liens entre éducation et culture pour élaborer des curricula d'enseignement et des formations efficaces en vue de promouvoir la coexistence pacifique en Afrique : éducation aux valeurs et à la citoyenneté globale, fondée sur une vision panafricaine de l'histoire du continent.*

M. Jean Bosco Butera - Directeur du Programme UPEACE pour l'Afrique, Addis Abeba

M. Albert Mendy, Spécialiste de programme, UNESCO Yaoundé

M. Pape Banga Guissé - Expert en éducation à la paix et Professeur de droit à l'Université de St Louis, Sénégal

M. Filipe Zau Conseiller technique du Ministre de l'Education - Angola

Modératrice :

Mme Ann Therese Ndong-Jatta - Directrice du Bureau de l'UNESCO - Dakar

Atelier : *Economie de la culture génératrice d'emplois pour les jeunes dans la vision du développement durable du continent : arts et créativité, musique contemporaine, cinéma, tourisme culturel...*

M. John Ayité Dossavi - Président, Réseau Africain des Promoteurs et Entrepreneurs Culturels (RAPEC)

Mme Annick Thébia Melsan - Présidente du Programme Art & Culture du CEPS

M. António Fonseca - Directeur, Institut national des industries culturelles, Angola

Modératrice :

Théophile Mbaya Kifuntwe - Directeur de Cabinet, Ministère de la Jeunesse, Sports, Culture et Arts, République démocratique du Congo

Synthèse des débats et recommandations / propositions d'action / meures de suivi

Président de séance :

S.E. M. Banza Mukalay Nsungu - Président, Conférence des Ministres africains de la Culture (CAMC IV)

Rapporteurs :

Mme Angela Martins - Département des Affaires sociales, Commission de l'Union africaine

M. Domingos Neto - Directeur national de la recherche scientifique, Ministère de la Science et technologie, Angola

«DU MULTICULTURALISME A L'INTERCULTURALISME: DYNAMIQUE DES VALEURS ET PRATIQUES TRADITIONNELLES POUR UNE CULTURE DE LA PAIX DANS LES SOCIETES AFRICAINES»

M. Doudou Diene

Ancien rapporteur spécial de l'ONU sur les formes contemporaines du racisme, des discriminations raciales, de la xénophobie et de l'intolérance, et expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire(UN-HCDH)

La quête de la paix constitue une valeur universelle qui exprime l'humanité commune de tous les peuples. C'est précisément la lisibilité de cette humanité dans l'altérité qui est au cœur de la hiérarchisation des races, cultures et peuples. Le processus par lequel cette quête initiale se transforme en valeur durable donc en culture est un marqueur central de la continuité dynamique de la construction des valeurs, signes et symboles à travers lesquels un groupe humain, réuni par les contingences de l'histoire et de la géographie se reconnaît comme une communauté par une identité singulière. Le temps long de l'histoire de l'Afrique, continent-racine de toute l'humanité, est imprégné de l'émergence et de la résilience d'une culture de la paix qui s'articule autour de valeurs, pratiques, mécanismes et d'enjeux contemporains.

1. les facteurs déterminants de la culture de la paix en Afrique la profondeur historique.

La culture de la paix s'inscrit dans une longue durée qui embrasse les temps anciens brumeux des origines du monde comme les marqueurs historiques lourds des esclavages (traditionnel, transatlantique et transsaharien), de la colonisation et des indépendances. Trois forces profondes ont dans ce cadre, structuré les sociétés africaines: la mobilité des populations, une tension permanente entre altérité et identité, et le défi de la construction du vivre ensemble.

La vision holistique de la culture.

Une caractéristique dominante de la culture en Afrique est l'inséparabilité entre ses trois dimensions fondamentales: l'esthétique, l'éthique et le spirituel. L'expression culturelle est traditionnellement nourrie par sa signification ethnique et sa finalité spirituelle. Le masque Dogon, apprécié pour sa plasticité formelle dans les collections occidentales constitue un objet sacré de rituel pour le Dogon du Mali. La forme et la plasticité de la houe traditionnelle exposée dans les vitrines de musées occidentaux, est d'abord et avant tout un outil de travail pour le paysan du Sahel.

Les mécanismes et pratiques

Les principes et approches qui donnent sens et substance aux mécanismes et pratiques qui contribuent directement ou indirectement à une culture de la paix s'articulent autour de:

-la considération dynamique du conflit comme expression et révélateur d'une tension plus profonde ou d'une rupture d'équilibre et de cohésion dans la vie de la communauté. Donc le traitement ponctuel comme étape et opportunité du processus de construction permanente de la communauté.

-La prédominance de la cohésion et de la préservation des équilibres fondamentaux de la communauté sur la punition ou la condamnation individuelle.

-Le temps long des processus de conciliation visant à l'apaisement préalable des émotions, à la germination des

consciences,, à la correction ,l'adaptation et l'évolution les valeurs fondamentales de la communauté.

-La plasticité des formes: la ritualisation des pratiques s'accompagne souvent d'une adaptabilité des voies et moyens toujours au service de la finalité ultime de cohésion et d'équilibre de la communauté. Le processus est une catharsis.

-L'interactivité des pratiques liant les protagonistes directs du conflit avec l'ensemble de la communauté basée sur la responsabilité et la réconciliation collectives.

-Le respect de la parole (ritualisée dans la forme et reconnue par la position de celui qui l'exprime) qui engage la communauté.

2- Les acteurs de la culture de la paix

L'acteur central de la culture de la paix est en général dans les sociétés africaines la communauté qui décline les rôles et responsabilités de garants et protecteurs de ses équilibres et de ses valeurs fondamentales, connus et reconnus, de mémoire longue par :

-l'âge dont le nombre d'années est garant de connaissance intime des valeurs de la communauté, de mémoire d'expérience attestée, de sagesse et de détachement des intérêts particuliers et partisans. La connotation respectueuse de l'appellation et non de l'adjectif de «vieux» qui devient le symbole tutélaire de «l'ancêtre» dans la société Africaine en atteste. -

-Le rang religieux ou la qualité spirituelle dont l'incarnation dans la société est l'expression de la sacralisé de la paix et de la vie et la finalité transcendante de l'esprit.

-La tradition qui exprime par la visibilité et la durée les structures de pouvoir de la société par les chefs et dignitaires traditionnels dont la désignation acceptée par le rang ou le sang et l'autorité reconnue garantissent la stabilité et la ; sécurité temporelles de la communauté.

-Les leaders politiques modernes dont l'intervention ultime ne s'impose que si la pratique traditionnelle de conciliation et de vivre ensemble requiert une expression institutionnelle ou légale.

3- Les enjeux contemporains des pratiques traditionnels de la culture de la paix

Trois facteurs lourds ont influencé de manière durable les valeurs et les pratiques traditionnelles de culture de la paix:

-Le facteur historique de la politique coloniale d'instrumentalisation de ces valeurs et pratiques soit pour conforter la domination coloniale par la division intercommunautaire soit en les vidant dès leur substance et vitalité par la folklorisation.

-Le facteur religieux contemporain de la transformation de la riche diversité religieuse africaine et de ses traditions de tolérance et d'interactions entre traditions spirituelles endogènes et religions monothéistes importées en antagonismes identitaires et politiques.

-Le facteur post coloniale d'instrumentalisation idéologique ou politique des valeurs et pratiques traditionnelles pour la conquête ou la conservation du pouvoir.

Ces facteurs sont révélateurs de trois enjeux ou défis fondamentaux de la place des valeurs et pratiques traditionnelles dans la construction d'une culture de la paix en Afrique:

-La nécessité de promouvoir une éthique du pouvoir centrée sur les valeurs de cohésion sociale interne de la communauté et de respect des droits fondamentaux de l'homme et de revitaliser en conséquence le rôle dans ce sens des chefs traditionnels et religieux comme porteurs de ces valeurs et gardiens de ses pratiques.

-La revitalisation de l'enjeu central du vivre ensemble des sociétés africaines profondément multiculturelles et multi-religieuses par deux pratiques traditionnelles : la promotion de la connaissance réciproque et des interactions entre communautés ethniques, culturelles ou religieuse centrée sur la valeur du pluralisme. Deux pistes sont suggérées à cet égard: la transformation volontariste de la multiculturalité des sociétés africaines en inter-culturalisme et la promotion d'un multiculturalisme démocratique, égalitaire et interactif. Le proverbe Africain que je cite souvent, notamment lors de la conférence d'Abidjan, symbolise cette vision holistique et dynamique de la culture de la paix en Afrique : «Dans la forêt quand les branches des arbres se querellent leurs racines s'embrassent» Les branches symbolisent la diversité (ethnique, culturelle et religieuse), les racines représentent les valeurs communes partagées. Les valeurs et pratiques traditionnelles constituent une force profonde qui «travaille» au niveau du tronc, donc de la société, pour nourrir les branches par la vitalité des racines.



Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et titulaire du diplôme d'Etudes Supérieures de droit Public de l'université du Panthéon à Paris, Doudou DIENE est Ancien Directeur de la Division du dialogue interculturel et interreligieux de l'UNESCO, Initiateur et responsable des Projets de Routes Interculturelles de l'UNESCO : Routes de la Soie, Route de l'Esclave, Routes de la Foi, Routes Al Andalus. Il est aussi Membre du Conseil International d'Auroville en Inde, Vice-Président du Comité du Prix Niwano pour la Paix au Japon, Président du Conseil de l'Alliance Internationale des Sites de Conscience aux États-Unis, Vice-Président du Conseil scientifique international de l'Institut international de recherche, politique de civilisation d'Edgar Morin. Doudou DIENE est l'auteur de nombreux articles et textes sur le dialogue interreligieux et interculturel, le patrimoine, le racisme, l'islamophobie, le multiculturalisme et la question identitaire.

Nureldin Satti

Président du Fond international de la Promotion de la Culture de l'UNESCO

Rien n'illustre mieux le thème phare du Forum Panafricain de Culture de la Paix en Afrique: Sources et Ressources Pour une Culture de la Paix que l'écartèlement que vivent les communautés nomades et pastoralistes d'Afrique entre tradition et modernité et les difficultés qu'elles éprouvent à s'insérer dans des systèmes socio-économiques, culturels et étatiques qui les ignorent, les marginalisent ou qui, dans les meilleurs des cas, sont incapables de satisfaire leurs besoins ou de les aider à s'intégrer ou à mieux s'adapter aux multiples mutations qui affectent leur espace vital et leur style de vie. Ces mutations sont d'ordre écologique et socioéconomique mais qui sont aggravées encore davantage par des facteurs de gouvernance administrative, financière et politique défectueuse et par l'inadéquation entre les traditions de la vie nomade et pastoraliste, d'un côté, et les interférences multiformes de la modernité telle que véhiculées par les courroies de transmission étatiques, éducatives, culturelles ou socioéconomiques.

L'échec, ou l'absence de politiques viables de construction nationale a produit une situation dans laquelle des franges importantes des populations des régions 'limitrophes' ne se retrouvent pas dans les tentatives maladroites des régimes politiques successifs de créer une nation unie et solidaires. Les nomades, paupérisés par les cycles de sécheresse et les changements climatiques sont encore davantage marginalisés par des politiques favorisant le transfert des richesses et des pouvoirs politique, administratif et intellectuel des régions périphériques vers les centres urbains, notamment vers la capitale. L'émergence d'une classe affairiste et corrompue, tant au centre qu'à la périphérie, a favorisé la consolidation du pouvoir central au détriment des campagnes et des zones rurales. De par leur isolement et leur style de vie de transhumance et de mouvement perpétuel, les communautés nomades furent parmi les plus affectées par les carences des pouvoirs publics et les défaillances des systèmes de gouvernance.

Les gouvernements successifs depuis l'indépendance ont essayé de mettre en œuvre des politiques visant le développement des communautés nomades dans les domaines d'infrastructures, de l'économie, du développement rural, de l'amélioration des cheptels, de la santé et de l'éducation. Mais ces politiques ont buté contre des obstacles d'ordre politique, administratif, gestionnel, ou de ressources humaines ou financières.

Depuis des années, les communautés nomades étaient devenues des vaches à lait aux populations des zones urbaines et semi-urbaines. Riches en ressources animales, les zones nomades de la région du Darfur contribuaient considérablement au budget national et à l'approvisionnement de la capitale Khartoum et d'autres villes et centres urbains du pays en viande et en produit laitiers. Nyala, la capitale du Sud Darfur est devenue pratiquement la deuxième ville du pays et a connu une croissance fulgurante grâce à sa position centrale dans la région de production animale. Mais cette croissance n'est pas accompagnée par une amélioration des infrastructures ou des services. A titre d'exemple, Nyala, capitale

du Sud Darfur, est devenue un grand village dont les infrastructures et les capacités primordiales augmentent en quantité et non pas en qualité. Les masses monétaires générées grâce à l'argent du bétail et des produits laitiers ne sont pas réinvesties dans la région mais exportées vers la capitale ou encore vers des pays étrangers par le biais d'une classe de médiateurs provenant de la région du Darfur elle-même, ou des autres parties du pays.

Ce système d'appauvrissement des régions producteurs de richesses est pour beaucoup dans les multiples rebellions et mouvements de contestation qui ont triplé le pays pendant des décennies. Contrairement aux attentes, cette situation a été aggravée par la découverte du pétrole vers la fin des années 90. La découverte du pétrole et sa mauvaise gestion financière a accéléré le processus de la sécession du Sud et a provoqué des nouvelles rébellions au Darfur, à l'Est du Soudan et, plus récemment au Sud Kordofan et à la région du Nil Bleu.

Durant de longues années, le terrain avait été préparé à l'appauvrissement des campagnes et des zones rurales par des politiques d'éducation qui vidaient ces régions de leurs forces vives et de leur matière grise au profit de la capitale Khartoum et, à partir des années 70-80 en faveur des pays de migration, particulièrement les pays du Golfe producteurs du pétrole. La jeunesse des régions enclavées tel que le Darfur étaient obligée de quitter leurs régions pour poursuivre des études universitaires dans la région de Khartoum, qui détenait jusqu'à une date récente, le monopole des établissements universitaires. Du fait de son monopole du marché du travail, de l'éducation, des services sanitaires et des autres services vitaux, Khartoum devenait rapidement une mégapole de 7 à 8 millions d'habitants. Cette situation a été encore empirée par les multiples guerres et conflits qui vidaient plusieurs régions de leurs populations: La politique prônée par le régime actuel, dite la politique de la ruralisation des villes (au lieu de l'urbanisation des campagnes, qui serait plus logique et plus productive) a enfoncé le clou et a causé l'effondrement de plusieurs projets agricoles qui comptaient par le passé sur la vitalité et le savoir-faire des populations rurales.

Traditionnellement, les nomades du Darfur, à l'instar des autres sociétés nomades d'Afrique, sont arrivées, bonne année mal année, à établir un équilibre, souvent précaire, qui leur permettait de mener une existence pacifique, entremêlée de période de troubles ou de conflits. Ces conflits sont souvent provoqués par la compétition sur les ressources naturelles telles que terres, eau et pâturage. Ces communautés, ont développé des méthodes et mécanismes de maintien de la paix et de résolution de conflits qui leur sont propres et qui sont adaptés à leurs styles de vie et à leurs conditions de déplacement et de transhumance. Ces méthodes sont canonisées sous formes d'institutions, de mécanismes ou d'expressions lyriques et d'une tradition orale riche qui appelle à la paix, au bon voisinage ou le rejet de la violence.

Dans le cas du Darfur, il existe depuis plusieurs siècles des mécanismes traditionnels de résolution de conflits tels que la Joudiyya ou les Ajaweed. Toutefois, une autre culture parallèle existe qui glorifie la bravoure, la conquête et la razzia sur le territoire ou la propriété des autres. Les hakkamat, des femmes-griottes, qui chantent les louanges de la tribu, du clan ou de leurs membres qui se distinguent par leur bravoure, l'audace ou la générosité, furent pendant de longues années les instruments de transmissions, des espèces des agents médiatiques d'une certaine qui se caractérise par des faits de guerre et de bravoure et de confrontation dans laquelle la lutte pour la survie et pour la sauvegarde de l'honneur et de la dignité de la tribu, du clan ou de la communauté est l'aspect le plus marquant. C'est la l'une des grandes anomalies des sociétés nomades et pastoralistes dans lesquelles les femmes sont réputées être des membres subalternes de la communauté tout en disposant d'un pouvoir et d'une impulsion réels sur la vie de la communauté.

Ce n'est pas là la seule contradiction de la vie des communautés nomades et pastoralistes d'Afrique qui alternent paix et guerres, violence et pacifisme, tendresse et cruauté. Ce sont des communautés façonnées et influencées par leur style de vie et par l'alternance des saisons, par les privations extrêmes et les abondances passagères. Ce qui explique un comportement parfois erratique et irrationnel dans les yeux des autres alors qu'il semble normal et compréhensible aux yeux des leurs.

Au Darfur, depuis plusieurs années, une culture de violence s'est insidieusement infiltrée, créant des situations tragiques de luttes intertribales et intra-tribales qui ont terni l'image d'une région qui était connu comme un havre de paix et de tranquillité. Les systèmes traditionnels de résolution de conflits ont été considérablement affaiblis sans que les institutions de l'état puissent prendre la relève. Les deux se font parfois une concurrence destructive.

Récemment, deux éléments se sont introduits qui risque de compromettre encore davantage les tentatives de pacification et de résolution de conflit au Darfur: la découverte de gisements importants d'or dans plusieurs localités du Darfur (et du Soudan) et l'instabilité dans la région du Sahel, dont plusieurs groupes tribaux sont liés par des liens de parenté à ceux du Darfur. Le premier élément a attisé la compétition pour les terres et ressources naturelles dans plusieurs localités de la région, et le deuxième élément risque de créer une situation dans laquelle les foyers de conflits au Sahel et au Darfur se rejoignent pour former une vaste zone de turbulences nourries par des doléances historiques de marginalisation et d'abandon, une lutte pour le contrôle des matières premières stratégiques et des velléités d'intégrisme religieux dont nous avons observé les conséquences tragiques au nord Mali, notamment à Tombouctou, et au Nigéria avec Boko Haram, qui rejette le modernisme et l'éducation moderne. Ainsi, le Darfur court le risque d'être englouti dans un engrenage d'un conflit régional qui se déroulerait sur plusieurs théâtres d'opérations liés par des liens de solidarités intertribales sur des bases socio-économiques, religieuses et historico-culturelles.

La réponse à ces défis ne peut être que militaire et sécuritaire. Une réponse de culture de paix est nécessaire, qui prendrait en compte les aspects vitaux, historiques et socio-culturels des problèmes. Cela comprendrait inévitablement les aspects de culture, de transformations socio-économiques, d'éducation et de construction nationale, notamment l'insertion du Darfur dans un système de gouvernance qui a, lui aussi, du mal à se définir et à se retrouver.

Il s'agit, en réalité, de concilier une histoire mal comprise et mal assumée, à une modernité, estimée injuste, et mal aimée.

C'est un défi qui n'est pas seulement propre au Darfur, mais qui est partagé avec d'autres communautés nomades d'Afrique.

Il s'agit pour elles de concilier leur histoire avec leur vie actuelle mais aussi leur mode de vie avec les exigences des mutations multiples qui conditionnent leur présence et future existence.

Quelques propositions de lignes d'action:

Pour faire face aux multiples défis auxquels sont confrontés les communautés nomades d'Afrique et du Darfour, il faudrait une approche multiforme sur les plans des perceptions et des valeurs fondamentales, des services et des rapports avec les autorités locales, régionales et nationales et avec les autres catégories de population du Darfour partageant l'espace vital avec les nomades, aussi bien qu'au niveau des exploitations des ressources naturelles et minérales. Une approche intégrée de résolution de conflits est la clé de voûte de toute tentative visant à assurer le bien-être des nomades et des autres populations du Darfour. La question nomade est une partie intégrale de la crise d'ensemble que vit le Darfour et le Soudan tout entier depuis plusieurs décennies. En effet, le problème dépasse les frontières du Soudan pour englober les pays limitrophes, y compris les pays du Sahel et de l'Afrique du Nord où le problème des populations nomades est en train de constituer une préoccupation majeure du fait des phénomènes d'intégrisme et de terrorisme qui s'y profilent.

a) *Trouver des remèdes à la crise d'identité et d'intégration dans le corpus national:*

Des efforts devraient être déployés en vue de la réactualisation des valeurs traditionnelles pour qu'elles soient en phase avec les réalités de la vie moderne. Des ajustements douloureux sont nécessaires d'autant plus que les nomades, et ils ne sont pas les seuls, sont écartelés entre leur mode de vie archaïque, d'un côté, et les exigences de la vie contemporaine.

Cela nécessite un effort pour convaincre les nomades à amener leurs enfants à l'école, construire des écoles adaptées à leurs besoins et à leurs conditions de vie. Cela nécessite également de trancher le débat au niveau national, régional et global autour des questions des relations des valeurs traditionnelles et de l'Islam avec la modernité. Les dividendes de la vie moderne et de l'éducation moderne ne sont pas

toujours évidentes dans l'esprit des populations nomades et rurales du Darfur et du Sahel à partir du moment où elles se sentent négligées et abandonner par ceux-là même qui sont censés les aider et à les protéger contre les aléas de la nature et des méfaits de la vie moderne. Par conséquent, elles deviennent plus malléables au discours rétrogrades et intégristes qui les incite à la violence et à la destruction.

b) Une Coopération Régionale Géostratégique:

A partir du moment où les populations nomades ne reconnaissent pas l'espace national délimité par des frontières arbitraires qui ne reconnaissent pas leur droit au déplacement et qui restreignent leur liberté de mouvement, il est impératif de mettre en place des stratégies et des plans de coopération multi-pays qui adoptent une approche régionale concertée pour aider à mieux cerner et comprendre les préoccupations, besoins et les aspirations des nomades. Ces stratégies et plans comprendront les aspects sécuritaires, socio-économiques, culturels et des interrelations entre les croyances et valeurs traditionnelles et les exigences de la vie moderne.

c) Mieux Cerner et Comprendre Les Interrelations de La Triptyque Culture-Religion-Développement dans le Contexte du Darfur et du Sahel:

Les récents événements au Mali et au Sahel ont ouvert nos yeux encore une fois sur la complexité du processus du développement et notamment sur le triptyque Culture-Religion-Développement et sur les conceptualisations divergentes qui pourraient exister sur l'idée et le processus du progrès. La bataille faisant rage au sein de l'Islam débordent sur les relations régionales et internationales et nécessitant une attention toute particulière et un examen plus minutieux des motivations de ceux qui se revendiquent de l'Islam mais n'hésitent pas à détruire ou à brûler des vestiges ou des manuscrits d'une grande valeur historique et théologique. Ce qui est à la base de ce comportement est une intolérance évidente et une propension à la violence. Il s'agit de mettre en place des stratégies pour face à cette situation. Ces stratégies sont multisectorielles et multidisciplinaires intéressant la l'éducation, culture, l'histoire, la gouvernance, l'économie, l'environnement, la sociologie, la théologie, le patrimoine, la sécurité et la politique. Des équipes pluridisciplinaires pourraient se pencher sur ce phénomène et aider à organiser un dialogue et une coopération régionale et internationale autour de ce phénomène qui n'est pas seulement propre au Darfur ou à la région du Sahel. La seule approche sécuritaire ne peut que jeter plus de l'huile sur le feu et rendre encore plus radicaux les groupes qui poursuivent la violence et le terrorisme dans ces régions.

Il faudrait prémunir le Darfur contre l'expansion de ce phénomène des zones limitrophes.

c) Améliorations des services et des conditions de vie des nomades:

- Inculquer l'envie de faire des études; écoles ambulantes
- Accroître la valeur économique des cheptels
- Relations entre agriculteurs et nomades: développer un intérêt mutuel.

d) Promotion d'une e culture de la paix:

La mise en place d'une stratégie pour la culture de la paix au Darfur. Cette stratégie comprendrait les aspects suivants:

i) Collecte des armes:

Cela nécessite la création des conditions où les individus et les groupes ont confiance dans la capacité de l'Etat de les protéger et de son impartialité. Le port des armes au Darfur comme dans d'autres zones nomades d'Afrique et d'ailleurs est un signe de virilité. Il faudrait une stratégie de long terme pour rassurer, réconcilier et construire la confiance entre les autorités de l'état et les différentes catégories de la population. Cette confiance n'existe pas. (Étude et campagne de sensibilisation).

ii) Résoudre le Dilemme La Confrontation Entre Valeurs de La Tradition et de la Modernité:

- Erosion des valeurs traditionnelles, lutte pour la survie, modernité, changements climatiques, tradition et modernité, manque d'évolution naturelle de ces valeurs traditionnelles en symbiose avec les mutations sociales

- Aider la société pour face aux défis de la modernité

- Etudes sur les mutations sociales, économiques et culturelles

- Prise de conscience, éducation, médias, radios, programmes pour les rappeler de leurs valeurs de la paix et de la tolérance

- Les femmes griottes, hambata

- L'état de droit

- Identifier les valeurs communes: la Tijanniya

- Promouvoir l'Islam tolérant, sophiste; renforcer les facteurs en commun: Malikite

- Se pencher sérieusement sur la lutte dorénavant engagée entre Islam traditionnel et Wahhabisme et Asar dine contre la musique, l'art, une nouvelle éthique

- Mondialisation des idées en faveur des versions plus orthodoxe de l'Islam, contre les pratiques dites d'idolâtrie: Tombouctou

- Militaire: un des moyens de lutte contre l'extrémisme mais pas le seul moyen: engager un dialogue, échanges culturels entre radios et télévisions

- Eviter la catégorisation et les généralisations entre les bons gars et les mauvais.

c – Mesures Institutionnelles:

Développer l'administration traditionnelle

Développer le système de Joudiya et de l'adapter aux circonstances pour qu'ils puissent jouer leurs rôles, une nouvelle goudiya pour faire face aux nouveaux défis

Est-ce que les anciennes structures capables de jouer leur rôle dans la résolution de conflit ou faut-il inventer un nouveau type de Joudiya?



Ambassadeur Nureldin Satti est né à Omdurman, Soudan, en 1946. Il est titulaire d'un Doctorat de 3 Cycle en Littérature de l'Université Paris-Sorbonne Nouvelle en 1974.

M. Satti, ancien fonctionnaire de l'UNESCO, est actuellement Président du Conseil d'Administration du Fonds Mondial Pour la Promotion de la Culture géré par l'Unesco et est Conseiller Spécial du Département Afrique de l'Unesco pour la Culture de la Paix en Afrique. Il vient d'être nommé membre du Comité d'Eminentes Personnes pour Réfléchir sur l'Avenir de la Convention de Cotonou entre l'Union Européenne et les ACP. Il est également Président de la Bibliothèque Nationale du Soudan et est engagé dans des initiatives de résolution de conflit et de dialogue national au Soudan. M. Satti est auteur de plusieurs études et articles en matière de dialogue interculturel, et de culture de la paix. Il est membre de l'association des Ecrivains Soudanais.

LES CHEMINS DE LA PAIX : LES REFLEXIONS ET PROPOSITIONS D'ACTION DE JOSEPH KI-ZERBO TIREES DE LA MEMOIRE COLLECTIVE AFRICAINE

Françoise KI-ZERBO

Administratrice générale adjointe, Fondation Ki-Zerbo

Introduction : « La culture, ressource des ressources »

Nous sommes réunis pour contribuer à l'élaboration et l'exécution du plan pour un multi-partenariat en faveur d'une culture de la paix en Afrique. C'est vrai : Les Africains en général parlent. C'est connu. On reproche aux intellectuels africains de parler et de ne pas agir en conséquence. C'est quelquefois vrai. N'ayons pas peur de parler, de nous concerter. Le temps passé à parler est investi. Un proverbe africain nous rappelle qu'entre deux paroles, il y a le temps de la réflexion.

Il faut penser notre action.

Les membres et responsables de la Fondation Joseph Ki-Zerbo expriment leur gratitude pour l'occasion qui leur ait donnée de participer à ce forum d'une grande importance, dont l'objectif est de s'appuyer sur les sources d'inspiration¹ et sur le potentiel des ressources culturelles, naturelles et humaines du continent pour identifier des pistes d'action concrètes pour construire une paix durable, socle du développement endogène et du panafricanisme.

Dans son livre-testament : « Repères pour l'Afrique » publié en 2007, Joseph Ki-Zerbo a adressé un message à la jeunesse destiné en réalité à toutes les générations puisqu'il se termine ainsi : « Chaque génération a des pyramides à bâtir ». Il nous dit également dans ce message que : « ...La convocation d'un présent médiocre ou calamiteux comme témoin à charge contre nous, peut mettre en doute notre passé et mettre en cause notre avenir. » Dans le cadre de cette communication, nous partageons les idées de Joseph Ki-Zerbo en revisitant notamment la force et la sagesse des langues, des traditions, et de l'histoire ; en analysant les principes et méthodes traditionnelles et de prévention de la violence. Joseph Ki-Zerbo a relié le passé, le présent et le futur, identifier, les enjeux et défis, les pistes d'action, lorsqu'il écrivait « Histoire de l'Afrique noire. D'hier à demain » publié chez Hatier en 1972. Il nous dit dans ce livre : « L'histoire africaine doit être une source d'inspiration pour les générations qui montent, les politiciens, les poètes, les hommes de théâtre, les musiciens, les savants de toutes sortes et aussi tout simplement pour l'homme de la rue ». Il nous parle de la culture et de l'histoire comme sources et ressources et nous invite à la créativité.

Les rédacteurs de la note conceptuelle élaborée pour ce forum panafricain de Luanda consacrée aux sources et ressources pour une culture de la paix se sont inspirés et ont adopté (pour le partager) le

concept élaboré par l' historien Joseph Ki - Zerbo dans son livre posthume « à propos de culture » édité par la Fondation pour l' Histoire et le Développement endogène de l' Afrique : « La culture est non seulement une ressource mais une source, c' est - à - dire une énergie auto - générée. Nos cultures sont sources de création, de dignité, d'innovation. » Il la définit également comme étant « la vie créatrice du peuple, qui transforme le milieu naturel et social.»

Dans son livre consacré à l'Histoire de l'Afrique Noire, il l'a défini comme étant l' « ensemble des outils, c'est-à-dire des valeurs, des idées, des techniques, par lesquelles l'Homme a modifié la nature qui constitue son milieu » ; en mettant l'accent sur le fait qu'il n'y a de culture authentique, que celle qui jaillit du peuple. Selon Joseph Ki-Zerbo, la paix comme la santé est le bien des biens : le bien sans lequel on ne peut jouir des autres biens. » Il explique de ce fait que « la paix est comme la santé, une dynamique positive constamment en action. » Les Africain (e) s de par la spécificité de leur culture avaient dans l'ensemble compris cet impératif. Nous emprunterons les chemins de la paix en Afrique avec Joseph Ki-Zerbo ce qui nous permettra de découvrir ou redécouvrir que la paix n'est pas l'absence de guerre (i). Nous serons alors en mesure de vous proposer ses réflexions tirées de la mémoire collective africaine et de rappeler que la paix est une dynamique positive constamment en action. (II)

1- les chemins de la paix : la paix n'est pas l'absence de guerre

Joseph Ki-Zerbo met en lumière la contribution de la culture africaine au dialogue et à la réconciliation à travers les langues, méthodes endogènes de prévention et de résolution des conflits. Il s'agit ici d'introduire la thématique.

Les Africain (e) s ont connu la guerre, les méfaits de tyrans, des génocides, comme ailleurs. Joseph Ki-Zerbo fait remarquer cependant que les ethnocides ont été très rares comme en témoigne la force des langues, leur « prolifération exceptionnelle ».

La preuve que la paix était recherchée au quotidien (et l'est toujours par ceux et celles qui sont enracinés dans leur culture) est l'utilisation quotidienne de ce mot, en commençant pas les salutations : « AS-TU LA PAIX ? ». C'est ce qu'en Afrique on souhaite à ses parents, ses voisins, ceux et celles qu'on rencontre sans les avoir au préalable connu.

Un adage des Africains de l'Ouest rappelle également que « Le seul vrai ennemi de l'homme, c'est la maladie ». D'où l'analogie et le lien faits entre la santé et la paix. Les bénédictions (Joseph Ki-Zerbo parle « d'invocations bénéfiques ») sont également faites à longueur de journée pour la santé, la paix dans les familles, les communautés, le pays.

C'est ce qui justifie aussi la réprobation à l'encontre de tout acte susceptible de perturber l'équilibre social et fait dire aux Samos (qui vivent au Nord-Ouest du Burkina tout proche du Mali, l'ethnie dont est issue Joseph Ki-Zerbo) que « S'il y avait quelque chose de bon dans la bagarre et le conflit, les chiens l'auraient trouvé »

i. les principes / les normes

La paix est gouvernée par des normes auto-générées et autogérées. Parmi ces normes et les instances et valeurs qui les édictent, il faut citer la conscience et la responsabilité. Les Africains ont pratiqué le principe du consensus maximal (différent du consensus absolu des dictateurs). Le droit originel était un ensemble d'usages, de manières de faire, de droits et de devoirs, s'imposant à tous, y compris le roi. Les Africain (e) s ont pratiqué également le principe de l'intégration des groupes sociaux, le principe de la solidarité. C'est le lieu de rappeler le concept d'UBUNTU (un mot de la langue zulu qui signifie : « Sans l'autre je n'existe pas ; sans l'autre je ne suis rien. Ensemble nous ne faisons qu'un »).

Pour Joseph Ki-Zerbo le concept zulu « UBUNTU » c'est le collectif humain solidaire.

L'Afrique a traversé les siècles grâce aux modalités de maintien de la paix, aux armes de dissuasion de la violence. C'est ce que Joseph Ki-Zerbo nous rappelle dans son message à la jeunesse africaine : « L'Afrique a une histoire. L'Afrique, berceau de l'humanité, a enfanté l'histoire. Malgré des obstacles géants, des épreuves majeures et des erreurs tragiques, l'Afrique a illustré notre aptitude au changement et au progrès : notre historicité. Mais celle-ci doit, par la conscience historique, gouverner les trois moments du temps : le passé, le présent et la projection vers l'avenir. »

Le principe de la conciliation : La paix par la parole : « Les Bambaras du Mali disent : « Dunya te dla ni korfo tè ». Ce que Joseph Ki-Zerbo traduit ainsi : « Le monde c'est le débat. Le monde ne s'arrange que par le débat critique. » Le temps et la palabre sont de véritables ressources investies pour régler les conflits, si le système de prévention n'a pas été suffisant pour maintenir la paix, préserver le statu quo. Le formalisme de la paix est lisible à travers les nombreuses procédures et rituels plus ou moins empreints de solennité, qui consacrent les accords et pactes.

La sublimation du conflit par des pratiques de type ludique, comme la parenté à plaisanterie est très pratiquée au quotidien en Afrique de l'Ouest (au point qu'au moins une association a été créée au Burkina Faso spécialement pour la promouvoir).

L'éloquence africaine, tissée de proverbes, voire de contes bourrés de sagesse, est un des outils les plus performants de l'autogestion citoyenne »

« Tout symptôme de tension annonciateur d'un conflit est regardé comme un incendie potentiel et traité comme tel. » Il mobilise tous les « globules blancs » de la communauté comme par un système d'alerte rapide. » Dans le registre de la dissuasion de la violence, l'arme ultime est la menace de rompre certains tabous : Elle a été utilisée même après l'indépendance de nos pays par les femmes lors de crises majeures. La structure sociale est également « truffée » de juges arbitres.

La médiation par les médiateurs sacrés

Les médiateurs et intermédiaires ont beaucoup œuvré aussi bien en matière d'alliance que de contentieux entre familles, clans, villages, groupes sociaux, formations militaires. La norme de l'immunité des médiateurs, a été appliquée même pendant la période coloniale à l'égard des envoyés de l'autorité coloniale.

Des groupes socio-professionnels ont été commis à cette fonction de médiateurs. Il s'agit par exemple des forgerons, fabricants d'armes, censés commander aux éléments, les griots, maîtres de la parole » qui ont le droit de dire la vérité aux gouvernants, aux parties à un conflit qui sont rarement des individus mais des groupes.

L'idéal c'est l'empêchement du tête à tête, du face à face entre les antagonistes en les « reprenant dans une collectivité plus large. » Etant entendu que le « sentiment d'appartenance était largement territorial et non racial. Le voisin jouant le rôle d'allié...

L'initiation comme stade décisif de la socialisation des jeunes

L'initiation a été conçue en Afrique comme stade décisif de la socialisation des jeunes. Il s'agit de l'entrée officielle de cohortes de jeunes successives dans la classe des adultes, d'inculquer des savoir-faire, des comportements, des engagements doublés de serments voire de marques corporelles, des épreuves physiques. Il s'agissait d'inclure les jeunes dans l'identité du collectif « en les dotant d'un logiciel indélébile et irréversible » de les responsabiliser.

2- réflexions tirées de la mémoire collective africaine : la paix est une dynamique positive constamment en action

Joseph Ki-Zerbo fait remarquer que le bien portant peut à tout moment tomber malade. Il en résulte que la paix (comme la santé) est une « dynamique positive constamment en action. » Il traduit le concept de l'UBUNTU ainsi : l'Homme comme remède de l'Homme (un proverbe de l'ouest africain).

Nous nous proposons comme il l'a souvent fait répondre à la question : « QUE FAIRE ? » en partageant les résultats de ses réflexions, présentés ici sous forme de recommandations (II.1) Puis nous répondrons à la question « COMMENT FAIRE ? » en proposant une mise en œuvre pratique des recommandations. (II.2)

Que faire ? Les recommandations de la fondation Joseph Ki-Zerbo

Que faire ? : vivre et non survivre

Selon Joseph Ki-Zerbo, Il y'a des positions stratégiques à tenir. La culture n'est pas un objet de consommation à exhiber au cours des festivals aussi prestigieux qu'il soit. C'est une ressource, une source, une énergie auto-générée. Des actions s'imposent :

1. Il faut d'abord « réactiver l'initiation en relayant les schémas traditionnels à travers des dispositifs actualisés de dialogue entre jeunes et vieux, citoyens d'ethnies et Etats différents ; »
2. Il est indispensable de « se connaître mutuellement » : il faut éviter de renoncer au savoir-faire, des découvertes qui sont à portée de main par simple ignorance ou mépris de soi et des autres Africains.
3. Il faut des pôles d'excellence vivants, pouvant être des centres de formation et d'exhibition du savoir-faire de nos créatrices et créateurs (telle que la cérémonie annuelle des Koras pour la Musique, le Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou - SIAO. Joseph Ki-Zerbo propose par exemple une foire panafricaine de la nutrition qui mettrait en lumière la richesse multiforme de l'Afrique et la capacité qu'elle a de trouver en elle-même les ressources pour produire et se reproduire. Il pourrait en être de même en ce qui concerne la paix. Il s'agirait du salon panafricain de la paix (lieu de partage des bonnes idées et pratiques).

4. Il faut enfin « conjuguer et marier les identités », le savoir-être et le savoir-faire.

En 1980, il écrivait : « Le seul fait que 85 % de la recherche sur l'Afrique s'opère en dehors de l'Afrique, montre bien que ce continent est déconnecté de lui-même et surtout de sa matière grise. »

Il en déduit le principe selon lequel la recherche fait partie intégrante du développement. L'Afrique doit se reconnecter à sa matière grise selon la METHODOLOGIE suivante :

1. Appréhender les contradictions, les enjeux, les risques et les chances du non développement dans tous les domaines ;
2. Mettre à jour par des études concrètes, la dynamique des facteurs internes et externes du mal africain ;
3. Identifier et mettre en œuvre les éléments positifs de l'endogène-vivant qui n'est pas un « hypothétique héritage de musée enfoui dans le passé ; mais l'entité et l'identité africaines d'aujourd'hui ;

Joseph Ki-Zerbo nous fait remarquer que pour espérer, il faut produire les raisons d'espérer. Il faut bâtir de nouvelles cohérences entre les étages de la pensée (science et savoirs) et de l'action individuelle et collective, c'est-à-dire de la vie.

D'où l'importance des sciences sociales et de l'éducation citoyenne, étagée « depuis la citoyenneté villageoise jusqu'à la citoyenneté mondiale : le tout axé sur les valeurs motrices suivantes : le respect de la vie, la recherche du bien commun, le culte des droits et devoirs humains comme noyaux durs de la démocratie à fonder sur des principes universels et donc africains aussi.

Il s'agit d'opérer la production matérielle, mais aussi la reproduction sociale et culturelle ; d'où l'impératif africain de refondation de l'éducation et de la formation permanente.

Selon Joseph Ki-Zerbo, il faut faire coïncider l'histoire du développement et le développement de l'histoire.

Pour cela, deux leviers majeurs se présentent.

-Dans le cadre de « l'histoire-représentation et conscience » « il faut diffuser au maximum auprès des jeunes Africain(e)s, l'image, les images de l'Afrique d'hier pour leur montrer le cours supérieur, la source même du fleuve où ils ballottent aujourd'hui. »

-Par ailleurs, « il faudrait faire du développement une vaste entreprise d'éducation et de l'éducation une vaste entreprise de développement. »

La Fondation Joseph Ki-Zerbo recommande donc le lancement d'un programme d'éducation citoyenne/civique ancré dans les gisements historico-culturels, mais surtout dans un projet commun à la sous-région : déconstruire la violence.

C'est le lieu et le moment de rappeler les idées de Joseph Ki-Zerbo mentionnées dans le livre intitulé « éduquer ou périr » écrit sous sa direction et publié par l'UNICEF et l'UNESCO en 1990. Il introduit ainsi ce livre : « Après la mise au monde, il reste l'éducation. Vivre c'est persévérer dans son être physique et social. Il s'agit d'un accouchement collectif qui prolonge l'enfantement biologique individuel. Une société qui renonce à prendre en charge sa jeunesse et la doter des outils d'une promotion optimale, enterre son propre avenir. C'est une société suicidaire. Tel est le sort qui menace l'Afrique malgré les efforts considérables investis dans le secteur éducatif. »

Ce programme sera élaboré et exécuté en référence à :

-Une charte solennelle : corps de principes tirés de l'expérience ante coloniale, coloniale et post-coloniale : expériences à dépasser ;

-Des gestes et des actes refondateurs à caractère symbolique et à retentissement immédiat pour restaurer la confiance et recréer des images fortes et positives en entraînant le plus de monde possible

sur la plate-forme du consensus minimal de la charte ; dénoncer ou faire reconnaître les crimes contre l'Humanité et comme les hommes – réparer – honorer les martyrs de tous bords ;

-Des témoins et des garants unanimement acceptés : venant des sphères interafricaine, internationale, religieuse, de la société civile et des tréfonds de la culture populaire.

C'est le lieu et le moment de rappeler l'injonction / plaidoyer de l'historien Ki-Zerbo: « l'Afrique doit être avant d'avoir.» ce qui implique un nouveau départ. Comment renaître ?

ii. /comment faire ? : Être et non paraître : l'exigence de la culture de la paix

La Fondation Joseph Ki-Zerbo pour l'Histoire est outillée pour contribuer à la finalisation du plan d'action pour le multi-partenariat en faveur d'une culture de la paix en Afrique et son exécution ; Elle s'engage pour les actions suivantes :

mise au point et exécution d'un programme de recherche - action sur les méthodes endogènes de prévention et de résolutions de conflits en Afrique.

Il s'agirait d'un travail de recherche interdisciplinaire, intergénérationnel, intergroupes sociaux, interafricain élaboré et exécuté selon les recommandations de Joseph Ki-Zerbo publié dans les actes du colloque organisé par le Centre de Recherches pour le Développement Endogène (C.R.D.E) qu'il avait initié organisé en 1989 à Bamako et publié sous le titre "LA NATTE DES AUTRES. Pour un développement endogène » pour l'IDENTIFICATION :

-Des valeurs de référence communes à plusieurs communautés, plusieurs pays et les communiquer auprès de toutes les couches sociales, surtout les jeunes scolarisés ou non) avec l'appui de linguistes, juristes, anthropologues, sociologues, communicateurs du système formel et non formel , hommes et femmes de culture (de théâtre, de musique, d'art plastique) (concernant plusieurs ethnies, notamment vivant dans plusieurs pays transfrontalières et l'utilisation de langues « transfrontalières) ;

-Des bonnes pratiques avec le concours des organisations de la société civile ;

-De témoins et de garants de la paix unanimement acceptés : venant des sphères interafricaine, internationale, religieuse, de la société civile et des tréfonds de la culture populaire.

La Culture est matrice et motrice de la Renaissance Africaine, au point qu'il ne faudrait pas dire « La Culture et le Développement » mais « La Culture comme Développement » et/ou « le Développement comme Culture ». Il convient de rappeler que Joseph Ki-Zerbo définit le développement comme le « passage de soi à soi à un niveau supérieur »

ii. participation au projet « utilisation pédagogique de l'histoire générale de l'Afrique »

Les membres de la Fondation Joseph Ki-Zerbo entendent se mobiliser (en raison de leur profils et des rapports établis avec des structures partenaires étatiques et de la société civile).

La Fondation s'engage à contribuer pour l'organisation, l'exécution et le suivi du plaidoyer pour la relecture des curricula scolaires et programmes de la maternelle à l'université par la participation au projet

d'utilisation pédagogique de l'histoire générale de l'Afrique, en raison du rôle central tenu par Joseph Ki-Zerbo pour l'écriture des Volumes I et IV de la collection consacrée à l'Histoire Générale de l'Afrique publiée par l'UNESCO, par l'organisation et la participation aux conférences régionales et réunions d'experts.

La Fondation pour l'Histoire et le Développement Endogène de l'Afrique compte en son sein plusieurs membres seniors, qui ont été experts à l'UNESCO, ont une expérience confirmée en matière de planification de l'éducation, connaissent les idées du Professeur et ont eu l'opportunité de collaborer avec lui sur plusieurs fronts.

Nous avons également des rapports établis avec les structures étatiques par le biais notamment de la participation à des manifestations à caractère culturelles, telles que le salon du livre de Ouagadougou, la semaine nationale de la culture, les Associations d'historiens africains (continentale qui a été dirigée dès sa création par le Professeur Joseph Ki-Zerbo et nationales).

L'Association des Historiens du Burkina Faso (AHBF) a organisé un colloque (auquel ont été invité des historiens d'Afrique et des autres continents) en hommage, à Ouagadougou en 2008. Les actes de ce colloque ont été publiés par les éditions Harmattan Burkina en 2010.

Par ailleurs, au cours du Salon du Livre de Ouagadougou 2010, des membres de la Fondation Joseph Ki-Zerbo ont participé à la table ronde consacrée aux conditions d'intégration efficace des productions littéraires africaines et nationales dans les programmes d'enseignement.

3- proposition d'actions

Les Bambaras du Mali disent que « Chaque chose met son bébé au monde. Mais la parole met sa maman au monde » : (La seconde parole est plus réfléchie que la première).

Mieux les Africain(e)s ont pratiqué de génération en génération le principe exigeant de la communication de la concertation et de l'action commune en conséquence). Car en Afrique « On ne naît pas « JE » mais « NOUS » ; « On ne naît pas tout fait ».

L'exigence de l'action commune pratiquée par Joseph Ki-Zerbo est particulièrement forte en matière de culture de la paix.

A notre avis, les OBJECTIFS PRIORITAIRES sont :

-Valoriser la contribution de la culture africaine au dialogue, à la réconciliation et à la construction d'une culture de la paix /

-Constituer une identité et une citoyenneté africaines pour encourager le processus d'intégration

-Renforcer les relations entre Education et Culture pour construire des parcours d'éducation et de formation efficaces afin de promouvoir la coexistence pacifique en Afrique

-Promouvoir l'engagement et l'inclusion des jeunes dans la société

-Promouvoir la coopération et la diplomatie scientifique pour le partage des ressources

-A partir des conclusions et recommandations du Forum de Luanda, créer un mouvement continental et durable en faveur de la paix, capable de mobiliser les Etats africains, le secteur privé, les artistes et leaders africains, les Organisations Inter Gouvernementales et les acteurs du développement régional ainsi que les Organisations Non Gouvernementales et les associations de terrain

-Renforcer la Campagne « Agissons pour la paix » pour sensibiliser l'opinion publique et la jeunesse en particulier au rôle que chacun peut jouer pour construire et consolider la paix et la non-violence dans le quotidien.

Les activités que nous proposons s'articulent autour des axes suivants :

-Promouvoir la recherche – action

-Valoriser l'identité africaine et les bonnes pratiques

-Renforcer les capacités des enseignants, chercheurs pour l'enseignement de l'Histoire de l'Afrique.

Au-delà donc de cette communication, des idées partagées, des recommandations, des objectifs, des propositions d'actions, nous vous communiquons en annexe, un tableau indiquant les activités proposées par la Fondation Joseph Ki-Zerbo à titre de contribution à l'élaboration et l'exécution du plan d'action pour un multi-partenariat en faveur d'une culture de la paix en Afrique.

Conclusion : il faut investir le passe dans les chantiers d'aujourd'hui pour que germe l'espoir

Pour Joseph Ki-Zerbo « ...nos identités culturelles sont des ressources plus importantes que nos ressources minières et autres, parce que ce sont des ressources vivantes, créatrices de toutes sortes d'autres ressources. Par ailleurs, ce sont elles qui donnent un sens aux autres ressources. »

le legs intellectuel de Joseph Ki-Zerbo notamment celui contenu dans ses six livres posthumes publiés : « repères pour l'Afrique » en 2007 ; « histoire critique de l'Afrique » en 2008, « regards sur la société

africaine » en 2009, « à propos de culture » en 2010, « éducation et développement en Afrique : cinquante ans de réflexions et d'action » en 2010, et « réflexions sur le développement » en 2012, constitue notre principale ressource, ainsi que l'expertise dont dispose les membres et les partenaires.

Nos sources sont celles de l'historien Joseph Ki-Zerbo : l'histoire et la culture de l'Afrique.

Les membres de la Fondation Joseph Ki-Zerbo pour l'Histoire et le Développement Endogène de l'Afrique se tiennent disponibles pour la mobilisation commune en vue de la conception, et la mise en œuvre des actions proposés ou de tous projets concrets à l'échelle locale, nationale et régionale en lien avec sa vision, ses objectifs, son expérience, ses acquis (dont certains ont été obtenus dans le cadre de la collaboration avec des structures travaillant dans les domaines de la recherche en sciences sociales, de la recherche-action, de la promotion des droits humains) proposés en partage compte tenu des enjeux de l'heure.

Si l'on en croit Joseph Ki-Zerbo : « Chaque génération à des pyramides à bâtir ! » mais aussi « Chaque Africain, chaque Africaine doit être une valeur ajoutée. » Agissons donc ensemble pour la Paix en Afrique.

ANNEXES

Plan d'action annoté contenant les propositions d'actions de la Fondation Joseph Ki-Zerbo

Projet de plan d'action pour construire un multi-partenariat en faveur d'une culture de la paix en Afrique - « agissons pour la paix » contributions de la fondation Joseph Ki-Zerbo

Nous vous demandons de bien vouloir faire en sorte que le TITRE DU FORUM RESTE UNE REFERENCE pour tous les participants au processus (et que sa source soit mémorisée) dans toute activité de communication ultérieure. L'idée étant d'enraciner toute action à mener (ou à améliorer) dans les valeurs endogènes sur la base d'une recherche-action en liaison avec les populations qui doivent être acteurs du processus lancé, comme nous l'avons suggéré.

Nous sommes convaincus que l'UNESCO (compte tenu de ses engagements et des partenaires mobilisés et qui seront mobilisés) est en mesure de soutenir (et d'aider pour le soutien par le réseau des admirateurs de la pensée de Joseph Ki-Zerbo) la reconstitution et le partage avec des écrivains, penseurs, chercheurs, étudiants, acteurs du développement, du fonds de la bibliothèque Joseph Ki-Zerbo (en lien avec toutes les institutions et personnes intéressées sur tous les continents) en utilisant les technologies de l'information avec les ressources humaines, matérielles et financières idoines.

Il s'agira de gérer en ligne une base de données et une plateforme électronique / participer à la création d'un réseau de chercheurs – acteurs du développement multi-profiles pour la culture de la paix en Afrique en valorisant l'identité africaine. cette proposition va en droite ligne du partenariat entre l'UNESCO et la Fondation Joseph Ki-Zerbo que la Directrice Générale a voulu voir renforcé par la mise en place des

relations étroites avec les réseaux d'institutions et de chercheurs dont l'action en faveur du développement durable de l'Afrique épouse pleinement les priorités et les objectifs de l'UNESCO."

1. Utiliser des sources et ressources culturelles

Objectif 1.1 : valoriser la contribution de la culture africaine au dialogue et à la réconciliation

-promouvoir l'utilisation pédagogique de l'histoire générale de l'Afrique. (il s'agit d'une recommandation de la sous directrice générale – département Afrique, faite par courrier à la fondation Joseph Ki-Zerbo) nous nous tenons disponible d'autant plus que nous sommes en rapport avec l'association des historiens africains et l'association nationale)

-collecter les histoires de grandes personnalités africaines, des hommes et des femmes, qui ont contribué à la paix et à la reconnaissance de la culture africaine. (Par la publication-réalisation-mise à disposition des documents écrits et audio-visuels de et sur Joseph Ki-Zerbo - une dotation des centres de documentation et centres culturels, de décision et la réalisation d'un film à partir de rushes existants

-contribuer aux mécanismes permanents de dialogue communautaire et de réconciliation au niveau local, avec la participation de toutes les composantes religieuses, ethniques et sociales de la société (voir infra la charte solennelle proposée)

-mettre au point un programme de recherche-action sur les méthodes endogènes de prévention et résolution des conflits en Afrique, avec notamment un système de bourses pour jeunes chercheurs africains (travail interdisciplinaire, intergénérationnel, inter groupes sociaux. Voir le texte de la communication)

Objectif 1.2 : renforcer les relations entre éducation et culture pour construire des parcours d'éducation et de formation efficaces afin de promouvoir la coexistence pacifique en Afrique

-inviter les états à réviser les curricula scolaires, le programme et les matériels scolaires de la maternelle jusqu'à l'université, afin d'introduire la culture de la paix, combattre les stéréotypes et replacer la culture, les langues et l'histoire de l'Afrique au sein des systèmes d'éducation formel et non formel. (cf. Supra 1.1 premier tiret)

-valoriser les bonnes pratiques en matière d'éducation à la culture de la paix (par l'instauration de prix à décerner à l'occasion de manifestations d'envergure nationale, sous régionale, régionale et continentale)

2. Miser sur la jeunesse africaine

Objectif 2.1 : promouvoir l'engagement et l'inclusion des jeunes dans la société

-proposer des formations à la paix et à la bonne gouvernance aux leaders politiques, du niveau communautaire jusqu'au plus haut niveau de l'Etat. (sur la base du travail interdisciplinaire. Cf. Charte solennelle proposée)

-Créer un mouvement continental sous l'égide de l'union africain et de l'UNESCO

Objectif 4.1 : à partir des conclusions et recommandations du forum de Luanda, créer un mouvement continental et durable en faveur de la paix, capable de mobiliser les états africains, le secteur privé, les artistes et leaders africains, les OIGs et les acteurs du développement régional ainsi que les ONGs et les associations de terrain

-promouvoir les systèmes de mécanisme d'alerte précoce des crises existant au niveau national et régional (institutionnel, étatique ou de la société civile) et les renforcer en formant des opérateurs au niveau local, particulièrement des femmes. (cf recherche action proposée supra)

-promouvoir des forums de réflexion pour impliquer tous les acteurs au niveau national, sous-régional et régional, faire le bilan des actions déjà entreprises, questionner les concepts fondamentaux - souvent source de malentendu et de manipulation - et contribuer à l'identification de pistes d'action novatrices pour la culture de la paix en Afrique (cf recherche action proposée supra)

-participer au réseau des fondations proposée par la Fondation Houphouet Boigny et y tenir un rôle spécifique en raison du legs intellectuel de Joseph Ki-Zerbo)

Objectif 4.2 : renforcer la campagne « agissons pour la paix » pour sensibiliser l'opinion publique et la jeunesse en particulier au rôle que chacun peut jouer pour construire et consolider la paix et la non-violence dans le quotidien

-Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication multimédia dont le but est de promouvoir les valeurs universelles (fondées sur les sources et ressources du continent) de respect des droits humains, la tolérance, le respect de la diversité culturelle et l'éducation pour la paix et non-violence. (Nous proposons à la suite d'une recherche action d'identifier les valeurs ancrées dans nos cultures partagées à insérer dans une charte solennelle à utiliser par les communicateurs et mettre à la disposition des décideurs et acteur du développement. Voir le texte de la communication)

-Mobiliser des artistes pour qu'ils créent des œuvres susceptibles de sensibiliser les jeunes (en partageant le message a la jeunesse de Joseph Ki-Zerbo et les idées de Joseph Ki-Zerbo relatives à la culture de la paix en Afrique. Voir le texte de la communication)

-Ancrer la campagne « Agissons pour la paix » dans les langues nationales, en utilisant notamment les proverbes traditionnels relatifs à la paix et au vivre ensemble (avec l'aide de linguistes, sociologues, juristes, etc. dans le cadre d'un travail interdisciplinaire. Voir le texte de la communication / recherche action proposé supra)

Message à la jeunesse africaine de joseph ki-zerbo

Vision de la Fondation Joseph Ki-Zerbo

Une Afrique enracinée et reconnue dans son historicité et sa culture

Apte au changement et au progrès

Dans le contexte d'une mondialisation équitable

Où chaque Africaine, chaque Africain est une valeur ajoutée

Pour le développement endogène du continent.

Objectifs de la fondation Joseph Ki-Zerbo pour l'histoire et le développement endogène de l'Afrique :
Contribuer à l'élévation du nombre d'Africaines et d'Africains dont les consciences sont en éveil, prenant en main leur destin par la réflexion et la recherche afin de contribuer à la résolution des problèmes vécus sur le continent.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE DE JOSEPH KI-ZERBO

Ki-Zerbo Joseph, Le Monde Africain noir : histoire et civilisation, Hatier, 1972

Ki-Zerbo Joseph, Histoire de l'Afrique noire : d'hier à demain, Hatier, 1978

Ki-Zerbo Joseph, Histoire générale de l'Afrique. Vol.1. Méthodologie et préhistoire africaine (dir.) UNESCO, 1980

Ki-Zerbo Joseph, Eduquer ou Périr. UNESCO, 1990

Ki-Zerbo Joseph, Tamsir Niane Djibril (dir.), Histoire générale de l'Afrique, vol. IV, l'Afrique du XIIe au XVIe siècle, Paris, Unesco, 1991

Ki-Zerbo Joseph et alii, Compagnons du soleil. Anthologie des grands textes de l'humanité sur les rapports entre l'homme et la nature, Paris, la Découverte, 1992

Ki-Zerbo Joseph (dir.) La natte des autres. Pour un développement endogène en Afrique. Actes du colloque du Centre de Recherches pour le Développement Endogène (CRDE), Bamako 1989. KARTHALA-CODESRIA, 1992

Ki-Zerbo Joseph, A quand l'Afrique ? Entretiens avec René Holenstein, Editions de l'Aube / Editions d'en bas, 2003

Ki-Zerbo Joseph, L'emploi contre la pauvreté ! Une croisade, un slogan ou un alibi ? In « Voix rebelles du monde (Rebel voices of the world) ». % attac-04 et HB Editions, 2007

Ki-Zerbo Joseph, Repères pour l'Afrique, Panafrika/ Silex/Nouvelles du sud, 2007

Ki-Zerbo Joseph, Histoire critique de l'Afrique, Panafrika/Silex/Nouvelles du sud, 2008

Ki-Zerbo Joseph, Regards sur la société africaine, Panafrika/Silex/Nouvelles du sud, 2008

Ki-Zerbo Joseph, A propos de culture, Fondation Joseph Ki-Zerbo pour l'Histoire et le Développement Endogène de l'Afrique, 2010

Ki-Zerbo Joseph, Education et développement, cinquante ans de réflexion et d'action, Fondation Joseph Ki-Zerbo pour l'Histoire et le Développement Endogène de l'Afrique, 2010

Ki-Zerbo Joseph, Réflexions sur le développement, Fondation Joseph Ki-Zerbo pour l'Histoire et le Développement Endogène de l'Afrique, 2012

Pajot Florian, Joseph Ki-Zerbo, Itinéraire d'un intellectuel africain au XXème siècle, L'Harmattan, 2007

L'Histoire africaine : l'après Ki-Zerbo, African History : after KI-ZERBO, Présence Africaine, Revue culturelle du monde noir, 173, 1er semestre 2006.



Titulaire d'un Doctorat en droit (Anthropologie du Droit) - Université Panthéon-Sorbonne - PARIS Maître Françoise KI-ZERBO est notaire à Ouagadougou. Elle est actuellement Administratrice générale adjointe de la Fondation KI-ZERBO. Elle a également été Membre du comité de sélection des projets du Fonds d'Appui à l'Etat de Droit (FAED) dans le cadre du Programme d'Appui à la Consolidation du Processus Démocratique l'Etat de Droit et la Bonne Gouvernance. Mme KI-ZERBO a est auteure de plusieurs publications scientifiques dont l'article intitulé « Le combat de Joseph KI-ZERBO : théoricien et praticien du développement endogène » publié aux éditions du CODESRIA Bulletin numéros 3 & 4 2007. De nationalité burkinabé elle est Chevalier de l'Ordre National Burkinabé et vit à Ouagadougou.

EDUCAÇÃO INTERCULTURAL COMO CONTRIBUIÇÃO PARA O PRIMADO DA PAZ, ENDOGENEIDADE E DESENVOLVIMENTO

Filipe Zau

Conseiller technique du Ministre de l'Education – Angola

Começo esta minha intervenção citando um conhecido pensamento do Presidente Nelson Mandela, recolhido na internet e que, em termos gerais, refere o seguinte: “ninguém nasce a odiar outras pessoas. Para que se possa odiar alguém temos de aprender. Assim sendo, do mesmo modo que se aprende a odiar alguém, também se pode aprender a amar”.

Ao aceitarmos esta constatação, pressupomos que as pessoas, bem como as comunidades, são susceptíveis de aperfeiçoamento, desde que sujeitas a um processo de aprendizagem inteligente, reflexivo e significativo; ou seja, um paradigma de educação que permita a interiorização de novos conhecimentos, pela associação ou ancoragem a estruturas cognitivas pré-existentes – os chamados pré-requisitos – que, ainda antes da vida escolar, começam a ser apreendidos no seio da família, no grupo de amigos e no ambiente sociocultural em que crianças e adultos estão inseridos.

Angola, ao assumir tanto os aspectos positivos como os negativos da sua história, tem, no seu passado mais recente, a memória de décadas de conflitos armados. Conquistou a sua independência em 1975, após 14 anos de luta armada contra a administração colonial portuguesa, mas já em situação de guerra civil. Com alastramento da guerra a quase todo o país, mais de 350.000 quadros abandonaram Angola, na sua maioria portugueses, mas também milhares de angolanos.

Entre 1980 e 1985, os efeitos da guerra provocaram a morte de, pelo menos, 100 mil angolanos e, nessa altura, afirmava-se, que houvesse cerca de um milhão e meio de pessoas directamente afectadas pelos conflitos armados e pela seca.

No período entre 1985 e 1990, estimava-se que a taxa de mortalidade infantil à nascença fosse de 160 mortos por mil nados-vivos. Neste quinquénio, a média no continente africano era de 110 mortos por mil nados-vivos e a nível mundial, 67 por mil. Em Luanda, na capital do país, a taxa de mortalidade era de 132 mortos por mil nados-vivos e mantinha-se mais ou menos constante, desde o período do pós-independência. Em outras áreas consideradas menos afectadas pela guerra, a mortalidade infantil, em crianças com menos de 5 anos de idade, chegou a atingir cifras entre 238 a 243 crianças por cada mil. Mesmo em Luanda, o índice de mortalidade materna era bastante elevado: 665 óbitos maternos por cada 100.000 nados-vivos, em 1989; número que, em 1990, subiu para 1.050 óbitos maternos por cada 100.000 nados-vivos.

A partir de 1987, verificou-se o aparecimento cíclico de surtos de cólera, devido à inexistência ou escassez de água potável, falta de saneamento básico e de condições de higiene. Nas áreas mais afectadas pelos conflitos armados assistia-se a situações alarmantes de má nutrição, que chegaram a atingir valores na ordem dos 40 por cento. De repente, Angola passou a situar-se no grupo dos países com mais baixos indicadores de saúde do mundo. O baixo peso de crianças à nascença ainda se manteve acima do limite crítico aceitável de 10 por cento, uma vez que a média nacional chegou a 24,3

por cento. Porém, a população infantil deslocada apresentava uma má nutrição em proteínas e calorias entre 15 e 30 por cento.

Entre 1990-1991, enquanto os gastos militares na maioria dos países africanos, correspondia, em média, a 3 por cento do PIB e na maioria dos países em desenvolvimento a cerca de 3,5 por cento; em Angola, representavam 20 por cento. Só, da parte do Governo, a importação anual de armamento, entre 1988 e 1992, correspondia a cerca de 402 milhões de dólares e a um total de 2 mil milhões de dólares, nestes quatro anos. À época, com este montante, poder-se-ia construir, ao mais elevado custo de mercado, 67 mil salas de aula, o que viabilizaria a escolarização de todas as crianças angolanas, em 1995.

Até 1991, a guerra, agravada por calamidades naturais, provocou danos no valor de 20 mil milhões de dólares americanos e passaram a ser conhecidas as seguintes estatísticas: 80 mil mutilados (civis e militares); 50 mil crianças órfãs e abandonadas, das quais, apenas 30 mil eram controladas pelo Governo; 760 mil deslocados, dos quais, 45 por cento correspondiam a crianças até aos 14 anos; 400 mil refugiados em países vizinhos, que incluíam muitas crianças que deixaram de ir à escola, dada a incompatibilidade entre a sua língua materna e a língua de escolaridade nos países de acolhimento.

Internamente, a problemática da guerra, correlacionada com uma distorcida rede escolar e sanitária já herdada do tempo colonial, constituía razão suficiente para a migração massiva das populações rurais para as áreas urbanas, com conseqüente desmoroamento das sociedades tradicionais.

Estimava-se, por outro lado, que o índice de mortalidade infantil correspondesse a 300/1000, concorrendo, para tal, as doenças diarreicas agudas, a malária, a cólera e outras ligadas ao programa alargado de vacinação (tosse convulsa, tétano, difteria, etc.). Só estas eram responsáveis por cerca de 86 por cento dos óbitos ocorridos em 1989 e 85 por cento dos que se haviam registado em 1990.

As condições para o exercício de uma actividade docente condigna eram praticamente exíguas, devido à falta acentuada de instituições escolares, de mobiliário, de professores, de manuais...

De um total de 662 médicos fixados no país, apenas 244 eram angolanos. Do ponto de vista meramente estatístico havia um médico para cada 15.000 habitantes. O melhor atendimento registava-se em Luanda (um médico para cada 5.500 habitantes) e o pior na província do Bié (um médico para cada 50.000 habitantes). Em média, havia uma cama para cada 1.200 habitantes. À época, apenas 43 municípios (26,4 por cento do total) dispunham de assistência médica regular. Para além dos baixos índices de cobertura vacinal da população infantil, a par do HIV-SIDA surgiam, com elevada incidência, casos como a tuberculose e o sarampo.

Ao longo de 16 anos de guerra fratricida o povo estava praticamente exangue, quer pelas agruras do seu passado, quer por um presente titubeante que teimava em não abrir portas ao futuro. Este nosso povo sofrido, multicultural e plurilingue, com elevados índices de iliteracia, que viu nascer um nacionalismo fraccionado, em poucos meses teve de aprender o que eram eleições, democracia e vontade da maioria, no contexto mundial da guerra-fria.

Porém, em 1992, acreditou que seria aquele o ano de partida para a elevação da sua baixa auto-estima e para o início do seu crescimento económico, com obtenção de melhores condições sociais. Desencanto total. Uma guerra entre irmãos é ainda pior que uma guerra pela independência ou uma guerra entre

países estrangeiros, porque, entre outros deploráveis aspectos, chega a dividir as próprias famílias. Daí mais fome, mais doenças, mais mortes, mais mutilados, mais órfãos, mais viúvas, mais destruições, mais violência gratuita, mais falta de escola... enfim, um somatório de calamidades sociais e de recursos financeiros despendidos com o esforço da guerra, que, só em 2002, com a assinatura do Protocolo de Entendimento, tiveram, de jure e de facto, o seu término.

Muitos dos conflitos em África estão associados a questões de identidade, que, do ponto de vista psico-social, o filósofo ghanês, Kwame Anthony Appiah, define como sendo uma coalescência de estilos de conduta, hábitos de pensamento e padrões de avaliação mutuamente correspondentes. Porém, Amin Maalouf, um sociólogo franco-libanês, afirma, por seu turno, que “a identidade não é algo que nos seja entregue na sua forma inteira e definitiva; ela constrói-se e transforma-se ao longo da nossa existência.” Daí que, Mundimbe se negue a compartilhar das opiniões clássicas sobre a história e a antropologia africanas já que, segundo o mesmo, os seus resultados podem ou não reflectir a realidade objectiva africana. Para ele, gnoses é diferente de doxa ou opinião e não se deve confundir com episteme, entendida, quer como ciência, quer como uma configuração intelectual geral.

Ainda de acordo com Mundimbe, “identidade e alteridade são sempre dadas a outros, assumidas por um Eu ou Nós-sujeito, estruturadas em diferentes opiniões e expressas ou silenciadas de acordo com desejos pessoais face a uma episteme.” Daí que se torne, desde logo, necessário, considerar, que as identidades culturais não devem ser concebidas como rígidas e imutáveis, mas sim como processos de identificação, que se estabelecem num determinado tempo e espaço, dando origem a uma sucessão de autocriações constantes que, de uns tempos para outros, se configuram. Neste contexto “(...) é necessário conhecer quem pergunta pela identidade, em que condições, contra quem, com que propósitos e com que resultados.”

Muitos dos conflitos de identidade estão associados não a questões de carácter essencialmente cultural, mas, sim, ideológico, que Edgar Morin define como mapas: “ou estão próximos da realidade, quando são receptivas à absorção de novas informações; ou, então, criam sistemas imunológicos, mais ou menos eficazes e aproximam-se dos toscos mapas medievais, que representavam o mundo de forma imaginativa e fantasiosa.

O carácter associativo e dissociativo da guerra, faz, hoje, lamentavelmente, parte da identidade Angola, tal como as raízes de uma mesma pertença cultural de origem bantu, o resultado de um contacto histórico de meio milénio com os portugueses, bem como os factores ideológicos provocados pela reivindicação nativista e proto-nacionalista que, entre outros, estão na génese do nacionalismo moderno angolano. Em Angola, na memória de tanta guerra está um país rico em matérias-primas, onde a maioria da sua população é jovem, o que representa um potencial em recursos humanos, mas que, por razões de ordem histórico-cultural e político-militar, grande parte da mesma é iletrada.

Sabemos que a universidade é um alicerce fundamental para a formação e os Governos dos países africanos não podem deixar de lhe prestar a devida atenção. Porém, a mesma só virá a alcançar a qualidade mínima pretendida, dando resposta às necessidades em recursos humanos para a atividade laboral e cultural, bem como para o exercício pleno da cidadania, se o ensino primário for merecedor de

atenção por parte dos Estados. Como refere o economista Adelino Torres, “pela simples razão de que não se constrói um edifício começando pelo telhado...”

A obtenção de um ensino básico de qualidade para todos, crianças, jovens e adultos, com particular atenção para as questões culturais e de género, foi uma preocupação, que, em 1990, começou por ser apresentada na “Conferência de Jomtien” (Tailândia), mais tarde, em 2000, foi retomada em Dakar (Senegal), no “Fórum sobre Educação para Todos” e ainda naquele mesmo ano, em Nova Iorque, na Cimeira do Milénio, onde participaram 147 chefes de Estado e de Governo e representantes de 191 países.

Um estudo de 1990, do Banco Mundial, sobre a problemática da Educação de Base, informa-nos que “(...) nos últimos 100 anos nenhum dos 34 países mais ricos do mundo poderia realizar o respectivo milagre económico se antes não tivesse generalizado o ensino primário”. Nesse mesmo estudo verificou-se que, um ano de escolarização faz baixar em 9 por cento a mortalidade infantil e que, a queda de um ponto na taxa de analfabetismo em África, faz aumentar dois anos a esperança de vida. Quatro anos de estudos primários fazem aumentar a produtividade agrícola em 8,7 por cento.

Estima-se que muitas das razões impeditivas para que mais de 30 por cento das crianças de toda a África possam frequentar os estabelecimentos do ensino básico, estão associadas a situações de conflito armado, má governação, discriminação de sexo, catástrofes naturais, endemias e outros tipos de exclusão social. Contudo, devo, desde logo, sublinhar, que o paradigma de educação básica que os países africanos devem colocar ao serviço das actuais e futuras gerações, não é uma espécie de “educação universal” que, segundo Emile Durkheim, “não pode nem deve existir”, já que cada sociedade real e histórica, em determinado momento do seu desenvolvimento, cria e impõe o tipo de educação que necessita. Daí que, a UNESCO, através do Plano de Acção Especial para África, proposto na década de 90, pelo seu ex-director geral, Prof. Frederico Mayor, considerou a necessidade de se “repensar e adaptar os conteúdos educativos e os materiais escolares”, muitos deles herdados de uma realidade que provem das administrações coloniais, para além da necessidade de se ter de estabelecer uma maior interligação entre a educação, a cultura e a informação, como princípios fundamentais para uma educação para o desenvolvimento.

Segundo Baba Akhib Hadara, ex-director Regional da UNESCO em África, a endogeneidade remete-nos, certamente, para as fontes das tradições africanas, mas com um imperioso desejo de progresso, de modernização e de abertura sobre a comunidade. “O importante, na abordagem endógena, encontra-se na origem e na inspiração da construção e da organização do desenvolvimento, devendo esta ser centrada sobre o homem, o qual, por este facto, deve constituir a sua finalidade.” Ao tomar-se consciência dos aspectos culturais no âmbito do desenvolvimento global, esta endogeneidade passou a constituir uma das reivindicações essenciais da educação africana moderna, já que funde a personalidade e a identidade individual e colectiva. Desta forma, os sistemas de educação africanos, poderão reencontrar e, posteriormente, enriquecer os valores do património cultural e educativo africano, de modo a que os mesmos venham a ser utilizados, no futuro, em prol do desenvolvimento, da autonomia e da sustentabilidade dos países africanos.

Ultimamente, a endogeneidade passou também a constituir uma preocupação do ensino superior que, na sua dupla função de ensino e pesquisa, terá como objectivo salvaguardar a identidade cultural de indivíduos e grupos e promover as culturas dos povos africanos. Ainda segundo Haidara, já começam a aparecer numerosos e variados trabalhos científicos, que abordam tanto o estudo do “saber-fazer” tradicionais e das tecnologias locais, como ainda o estudo da tradição oral e das línguas africanas.

Educar para a identidade cultural, sem perder de vista a alteridade cultural e o ecumenismo, é segundo o sociólogo Hermano Carmo, um princípio básico de suporte da interculturalidade, uma das vertentes específicas para uma educação para o desenvolvimento, que viabiliza um maior conhecimento e aceitação do Outro na sua diferença. Em África, o melhor meio para o primado da paz e para a compreensão mútua nosso continente, está, através da Educação, nas nossas próprias mãos. A experiência nos tem demonstrado que, se formos nós próprios a olharmos para o nosso próprio futuro, certamente, que não serão outros a fazê-lo no nosso lugar.

BIBLIOGRAFIA

- APPIAH, Kwame Anthony, (1997) [1992], Na casa de meu pai – A África na filosofia da cultura, Contraponto Editora Ltda, Rio de Janeiro;
- BRANDÃO, Carlos Rodrigues (1986), O que é a Educação, Editora Brasiliense, São Paulo;
- CARMO, Hermano (1997), Ensino Superior a Distância, Universidade Aberta, Temas Educacionais, vol. I, Lisboa;
- CARVALHO, Paulo de, Angola, quanto tempo falta para o amanhã?: Reflexões sobre as crises política, económica e social, Celta Editora, Oeiras;
- GONÇALVES, António Custódio (2003), Tradição e Modernidade na (Re)Construção de Angola, Edições Afrontamento, Porto;
- GRAÇA, António; COHEN, Naiole; KIALA, Pedro (1992), Contexto para o Desenvolvimento Educativo, Exame Sectorial da Educação, Documento de Trabalho, textos elaborados por equipas nacionais, Ministério da Educação, Luanda;
- MAALOUF, Amin (1999), As identidades assassinas, Difel 82 – Difusão Editorial, S. A., Algés;
- MATOS, Artur Teodoro; MEDEIROS, Carlos Laranjo – Dir. (1989/990), Povos e Culturas, Educação em África, Centro de Estudos dos Povos e Culturas de Expressão Portuguesa, Universidade Católica Portuguesa, Lisboa;
- MAYOR, Frederico (1990-1995), África – Uma Prioridade; Programa de Acção Proposto pelo Director-Geral; Centro Unesco do Porto, Departamento da Fundação Eng. António de Almeida, Porto;
- MONTEIRO, Carlinda R.; GOURGEL, Ana Afonso (1992), Educação Pré-escolar, Exame Sectorial da Educação, Ministério da Educação, Luanda;
- PLANO-QUADRO NACIONAL DE RECONSTRUÇÃO DO SISTEMA EDUCATIVO, (1995) Ministério da Educação, Luanda.

SUPORTES DA INTERNET

- <http://www.paicv.org/Veiga1.html>, em 31/12/03

COMMENT RENDRE LA CULTURE RENTABLE POUR LES ARTISTES ET LES PAYS AFRICAINS?

John Ayité Dossavi

Président, Réseau Africain des Promoteurs et Entrepreneurs Culturels (RAPEC)

Depuis sa création, l'ONG le Réseau africain des promoteurs et entrepreneurs culturels (Rapec) a fédéré plus de 3 700 entrepreneurs et promoteurs culturels en Afrique et dans ses diasporas et organisé plusieurs forums et conférences avec le soutien Unesco ainsi que par le 1^{er} congrès Panafricain de Lomé organisé par les promoteurs et entrepreneurs culturels en 2011 sur la place de l'activité Culturelle dans le développement en Afrique.

Notre objectif capital du Rapec consiste à fédérer les forces énergiques et compétentes pour faire des arts et de la culture le facteur du développement économique et social du continent africain.

Notre crédo c'est comment faire reconnaître l'activité culturelle en tant valeur économique à part entière par nos dirigeants africains. La conviction du Rapec est que la lutte contre le sous-développement en Afrique pourrait aussi s'organiser autour de ses ressources culturelles, qui, mieux gérées, constitueraient des leviers porteurs de croissance.

Le thème qui nous mobilise est le suivant : « Economie de la culture génératrice d'emplois (pour les jeunes) dans la vision du développement durable du continent » Ce thème est pour moi capital.

L'économie créative traduit la valeur, la richesse extraordinaire produite par l'activité culturelle, principale ressource de cette dynamique : régénération urbaine, lien social, image, attractivité, tourisme et bien sur revitalisation de l'économie dans son ensemble.

Comment accroître la rentabilisation de l'activité culturelle et à permettre aux différents acteurs du secteur de mieux en tirer profit, afin de pérenniser les emplois d'aujourd'hui et d'en créer ceux de demain ? Quelle marge de manœuvre dispose le secteur de la culture ?

Plusieurs recommandations et de résolutions ont été proposées par des institutions nationales et internationales sont toujours malheureusement parfois ratifier ou non et à peine mise en application.

Voici quelques pistes que le RAPEC prône.

- Et si premièrement nos pays ratifient et l'appliquent de l'Accord de Florence du 17 juin 1950 et à son protocole de Nairobi du 26 novembre 1976 ?

(Un accord pour exonération des taxes douanières sur l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel) n'est – ce pas là le début d'une réorganisation du secteur ?

Ceci peut permettre une vitalité et une création massive d'emploi dans le secteur,

-Je reprends une des recommandations du 1^{er} congrès Panafricain de Lomé, suggérant la reconnaissance de l'activité culturelle comme une activité économique à part entière par les Etats du continent africain. Cela permettra de créer des conditions favorables pour le développement de ce secteur d'activité. Le Rapec suggère que le commissariat de l'UA en charge de la culture et de ses activités soit revu comme suit : « commissariat chargé des affaires sociales et culturelles », afin d'éviter la confusion entre une démarche sociale et l'activité culturelle. Car celle-ci est une vraie industrie de nos jours.

-Dans le monde d'aujourd'hui, un nouveau modèle de développement se dessine, dans lequel l'économie et la culture sont intimement liées et englobent des aspects économiques, culturels, le tourisme culturel et des nouveaux produits, nouveaux métiers, Industries de l'informatique (Matériels, logiciels de loisirs interactifs), NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) et multimédia (Téléphonie mobile, baladeurs MP3, web collaboratif, toutes interactions entre nouveaux supports et services à forte valeur ajoutée en contenu créatif) sont autant de sources d'innovations et d'emplois nouveaux.

Vous conviendrez avec moi que les ventes de CD et DVD sont en voie de disparation, car aujourd'hui la nouvelle technologie entraîne une dématérialisation les supports audiovisuels. La mode de consommation a également changé.

Comme vous le savez, plus de 55% des ventes se font par téléchargement via des plateformes telles qu'*Amazon.com* et des sites spécialisés. Sur ce plan, notre continent connaît beaucoup de retard, retard dû au non développement d'Internet. Toutefois, les artistes rencontrent d'autres difficultés telles que le piratage. Que faire ? La lutte contre la piraterie doit être régionale si non continentale.

D'autres acteurs sont devenus incontournables tels que *Dailymotion* ou *YouTube*.... Ce dernier est le plus important dans le cadre de la diffusion des sons et images. A travers cette plateforme, d'où l'on peut télécharger gratuitement. Une opération qui permet la consommation gratuite sur internet des œuvres musicales et d'arts, consiste systématiquement à appauvrir leurs auteurs.

Comme vous le savez ces plateformes rémunèrent certains auteurs adhérents.

En effet, l'on a pu remarquer, lors du visionnage d'une vidéo sur le site *Youtube*, un bandeau publicitaire circulant sur le bas de l'écran. C'est grâce à ce bandeau publicitaire que le propriétaire de la vidéo peut gagner de l'argent s'il est partenaire.

Les règles sont identiques pour tous les adhérents. Plus vos vidéos sont regardées, plus vous gagnez de l'argent. *Youtube* distribue un pourcentage de la somme gagnée grâce à la publicité au membre qui a déposé la vidéo ou le son. La règle est apparemment claire. Malheureusement, la réalité est tout autre...

Voici quelques échanges d'internautes à ce sujet qui montrent la complexité de cette démarche.

- Vidéo postée depuis Octobre 2011.Au 31 janvier 2012, elle a été rémunérée 13€

- Pour 20 000 vues tu gagnes dans les 10 euros.

Ces deux exemples illustrent bien qu'il y a une démarche à faire pour que les règles soient claires. Nous sommes en train de réfléchir pour mettre en place un logiciel permettant d'aider à la collection des droits

voisins auprès de ces plateformes qui diffusent des œuvres culturelles sans verser les droits légaux aux auteurs, etc...

Si nous voulons dynamiser le secteur, il faut que nous mettions sur pied une équipe de juristes pour porter l'affaire vers des juridictions compétentes car on ne fait que visionner ou écouter la musique mais on peut également la télécharger gratuitement, c'est inadmissible.

Je dois souligner également le plus grand fléau qui mine les droits d'auteurs et de propriétés intellectuelles sur le continent, nous savons que les radios et télévisions en Afrique Subsaharienne diffusent à plus de 70% la musique dans leurs programmes. Malheureusement dans de nombreux cas ils ne payent rien. Ils mettent ces diffusions sur le compte de la promotion. Pendant ce temps, l'artiste tire le diable par la queue. Que faire là aussi ? Il faut mobiliser et sensibiliser.

Je voudrais vous dire que certains nombres d'artistes tels que ceux du Nigéria gagnant dignement leurs vies investissent dans d'autres secteurs d'activités économiques tels que dans le transport, le bâtiment, hôtellerie sans oublier des actions sociales.

Le constat chez les footballeurs internationaux (africains) depuis plus d'une décennie est bien probant et un exemple à suivre. Dites-moi pourquoi vivent-ils déceimment de leur métier de footballeurs? Par ce que le football obéit à une seule règle, celle de la FIFA. Aucun média ne peut diffuser un match de football sans payer des droits.

Nous voulons que le prochain Sommet de l'UA, soit un plaidoyer en faveur de la promotion de l'économie culturelle africaine.

Info: [www. r a p e c. o r g](http://www.rapec.org)

<http://www.facebook.com/rapec.reseauafricain> /// [https://twitter.com/ @rapec_ngo](https://twitter.com/@rapec_ngo)

" Partageons notre savoir. C'est une manière d'atteindre l'immortalité "

John AYITE DOSSAVI, président du RAPEC (Réseau des promoteurs et entrepreneurs culturels) est un



passionné de culture, un homme de médias complet et polyvalent. Il travaille depuis 1993 à Fréquence Paris Plurielle (France). Il a officié de 1997 à 2010 sur plusieurs médias à Paris, dont Média Tropical. Par ailleurs, il a été de 1997 à 2009 journaliste reporter pour le magazine Afro news, publié en France, et collaborateur extérieur d'Afrik.com, journal en ligne (France). Il a été représentant en Europe de plusieurs événements culturels africains, notamment, Bénin Golden Awards (Bénin), africaryhme (Togo), SICA (Stars de l'intégration culturelle africaine (Panafrique), les Kundé (Burkina Faso). Il a organisé pour la première fois en Afrique, le premier congrès panafricain des acteurs culturels d'Afrique et ses diasporas dont la présentation du Rapport Général du 1er congrès au Siège des ACP à Bruxelles en Belgique le 14 février 2012. Actuellement il prépare avec son équipe la 1ère Journée Mondiale de la Culture Africaine le 24 janvier 2014 à Bujumbura (Burundi).

A PROPÓSITO DA ECONOMIA DA CULTURA

António Fonseca

Directeur, Institut national des industries culturelles, Angola

Permitam-me antes de mais dizer que procuraremos tratar do tema numa perspectiva transversal procurando levantar algumas interrogações e responder a algumas questões que nos parecem de actualidade no contexto africano, nomeadamente a do lugar e do papel que as expressões culturais endógenas podem ter num país moderno e próspero aspirando ao desenvolvimento e o que as mesmas podem representar nos contextos sociais e económicos nacionais.

Que caminhos seguir para que a cultura e as artes africanas tenham um lugar na economia ou para que a economia se constitua como uma verdadeira alavanca para o florescimento das artes e da cultura do Continente?

Outra questão que se coloca é aquela do lugar e do papel que as tradições culturais podem ter num país que desejamos, sejam as nossas ou ainda a do lugar que a cultura, face as novas tecnologias pode ter na vida quotidiana dos cidadãos e finalmente, que lugar pode ocupar nos processos de desenvolvimento e crescimento económico.

É sabido que durante muito tempo a economia e o comércio foram colocados em oposição à cultura; eram lógicas inconciliáveis porém, no momento e um pouco por todo mundo tal foi alterado, passando a assumir-se uma lógica de associação entre bens culturais e recursos financeiros como uma chave para o crescimento e para o desenvolvimento de ambos as esferas.

Alterou-se assim a perspectiva inicial da Escola de Frankfurt e assumiu-se o uso das ferramentas da economia na esfera cultural como sendo geradoras de progresso económico ao mesmo tempo que se assumem as indústrias culturais como veículos privilegiados dos processos de democratização cultural por um lado e de democracia cultural, por outro.

Permitam-me ainda lembrar que os processos económicos ocorrem em sociedades concretas onde se verificam processos de produção, distribuição e consumo e que, a cultura é um elemento presente em qualquer um desses processos se entendermos que ela dá e determina os contextos em que se movem as variáveis económicas por um lado e que, em última instância, os membros dessas sociedades são o sujeito das acções e o objecto enquanto destinatários dos resultados desses processos económicos.

Felizmente já vai longe o tempo em que conceitos como cultura e economia se apresentavam como que opostos para ser hoje reconhecido quase que unanimemente que o desenvolvimento deve considerar sempre a componente cultural. Com efeito é hoje reconhecido que a “cultura deve estar inserida no processo socio-económico dos países (...) devendo ser suficientemente valorizada como forma do desenvolvimento da personalidade, da expressão e de realização das necessidades espirituais do indivíduo”.

Aliás é este também o ponto de vista do Ministério da Cultura de Angola quando advoga que “o Homem, em toda a sua dimensão deve estar sempre no centro de toda e de qualquer política de desenvolvimento.

Enquanto o desenvolvimento económico é um meio para se alcançar o progresso de uma nação, o desenvolvimento cultural é, em si mesmo, um fim quando significa progresso material e intelectual com uma envolvente moral e espiritual. Do mesmo modo, sendo o Homem o ponto de partida e de chegada de todas as políticas, torna-se necessário que o elemento cultural seja sempre considerado na elaboração de políticas e estratégias de desenvolvimento, de forma a garantir o equilíbrio social”.

Creio que esta seria a via de atender ao que dizia Sua Excelência o Senhor Presidente da República no seu discurso comemorativo da Independência Nacional em 2005 e que citamos: “nesta era da globalização, em que cada país é um mercado integrado no mercado global, em que a informação, os valores da cultura universal e as normas da civilização ocidental se disseminam sem fronteiras, quem não é capaz de administrar o seu mercado e preservar os valores da sua identidade, transformando-os em contributo ao processo global, fica sem expressão”.

Como é reconhecido por vários autores o interesse dos economistas pelas questões culturais é relativamente recente. Porém elas ganharam um lugar extremamente importante que decorre do peso que vai ocupando nas sociedades contemporâneas e no volume de negócios dos países.

Como dizia Ana Carla da Fonseca Reis “ ao restituir à cultura seu valor económico, a economia da cultura lhe garante um lugar de peso na mesa de negociações multilaterais, nos debates sobre alocação de orçamentos públicos e promove o envolvimento do sector corporativo nas questões culturais — não apenas como marketing ou responsabilidade social, mas como estratégia de negócios. Em um mundo que se guia por avaliações e mensurações, a economia devolve à cultura sua voz activa e complementar à aura estética, simbólica e social, que transcende essa discussão. Assim, entram em jogo as roldanas que fazem a cultura transitar com desenvoltura também pelos meandros económicos: metodologias de avaliação do impacto económico da cultura na geração de riqueza e empregos; capital cultural; participação no mercado; direitos de propriedade intelectual; justificativas para a interferência estatal no mercado; impactos dos acordos multilaterais nas relações sociais e na preservação das expressões culturais de um povo. Aliás é esse peso específico de carácter simbólico, por um lado e o seu valor económico por outro que explica as aceras discussões ao nível da organização mundial do comércio em torno da chamada excepção cultural, a propósito do comércio de bens culturais.

Importará lembrar que na verdade estão em jogo interesses económicos importantes que de um lado colocam os detentores de 80% do mercado mundial de imagens em movimento, ou seja do cinema que nos E.U.A ocupam o 3º lugar da balança comercial logo após a indústria militar e a indústria aeronáutica e um outro grupo de países ciosos da preservação das suas identidades culturais.

A economia da cultura de que as indústrias culturais são parte relevante quer pelo seu peso económico nas sociedades contemporâneas, quer pelo carácter estratégico que decorre da natureza dos seus produtos, detentores de conteúdos simbólicos, capazes de influenciar as identidades culturais e nacionais por uma e por outra razão não pode ser negligenciada pelos nossos países aliás mesmo entidades de referência como o Banco Mundial já fizeram notar que “Considerações culturais devem ser incorporadas em todos os aspectos do desenvolvimento, se quisermos que o desenvolvimento seja sustentável e efectivo. A cultura é um recurso subestimado nos países em desenvolvimento. Pode gerar renda, através

de turismo, artesanato e outras empresas culturais. Além disso, o apoio às actividades culturais tem um profundo efeito no bem-estar, na organização social e no funcionamento da sociedade”.

Que interacção entre cultura, arte e economia, num contexto de aceleração das comunicações, de expansão da rádio, da televisão, da imprensa, da Internet; em suma, num ambiente de globalização em que com o simples clicar de uma tecla quase que instantaneamente podemos oferecer ou aceder a informação de outros quadrantes ou sermos invadidos por ela?

Os dados acima expressos fazem concluir que, se ainda ontem no plano da economia vimos discutir a teoria da troca desigual entre os países desenvolvidos e subdesenvolvidos, assistimos hoje a uma nova discussão na mesma perspectiva, ora centrada no plano cultural.

Com efeito, se ao nível internacional se assiste a uma nova dinâmica no sentido de se atenuar o fosso entre os países ricos e os países pobres, e se é quase unanimemente reconhecido que “ a cultura deve estar inserida no processo sócio económico dos países (...) devendo ser suficientemente valorizada como forma do desenvolvimento da personalidade, da expressão e de realização das necessidades espirituais do indivíduo”, verificamos que no mundo crescentemente globalizado por força da dinâmica das grandes auto-estradas de informação, os países pobres sentem cada vez mais nas suas culturas e na personalidade dos seus cidadãos elementos culturais até aqui estranhos e uma crescente tendência de rejeição dos seus valores culturais originários. Do nosso ponto de vista tal ocorre por consequência do facto de os países ricos, ao contrário dos países pobres, serem detentores e utilizadores de tecnologia de ponta e sistemas organizativos adequados neste domínio.

De tal situação resulta que as variáveis culturais vindas dos países ricos tenham uma extraordinária influência na vida cultural dos países pobres promovendo a uniformização ou standardização cultural e por conseguinte a destruição das culturas dos países menos avançados levando a que os cidadãos destes países se tornem ou pretendam ser cópias dos cidadãos dos países ricos.

Estamos convencidos que os elementos particulares de identidade só serão preservados se forem projectados para a contemporaneidade, se através das novas tecnologias forem tornados atraentes para as novas gerações.

Que caminhos pois seguir para se erigir uma verdadeira economia da cultura nos nossos países por forma a que respondamos também a tendência de crescimento nos outros países, que se cifra em 10% do PIB ou ainda a daqueles países que realizam uma percentagem significativa do seu Produto Interno Bruto a partir das receitas da economia da cultura e particularmente do turismo cultural?

Entendemos que o crescimento, o desenvolvimento e a geração de riqueza nacional, um dos elementos de sustentação dos nossos países deverá assentar na triologia das variáveis “cultura”, enquanto contexto das sociedades em que se movem as variáveis económicas, “capital”(entenda-se financeiro), enquanto factor reprodutivo e “conhecimento” enquanto, domínio do saber técnico e científico. Por fim, concluímos que com algum pragmatismo ponderamos dizer que a geração de riqueza e emprego para os nossos jovens poderão considerar como vias de concretização as seguintes:

a) buscar coerência entre todos os financiadores no sentido de se viabilizar a produção nacional ao contrário do que ocorre frequentemente em que financiamos o desenvolvimento do exterior, mesmo que involuntariamente.

b) buscar coerência entre as políticas culturais nacionais e a promoção real da economia da cultura e particularmente das indústrias culturais promovendo a ocorrência dos efeitos multiplicadores nos outros sectores da economia

c) Viabilizar o engajamento das empresas e entidades afins no desenvolvimento das artes, pela instituição de disposições legais sobre o Mecenato Cultural.

d) Viabilizar a actividade económica no domínio das artes e da cultura pela via do combate à pirataria e à concorrência desleal, da regulamentação dos espectáculos e divertimentos públicos assim como pela consideração dos direitos conexos.

e) assegurar aos criadores a remuneração que lhe é devida pelo uso das suas obras.

f) proteger e promover as artes e a cultura nacionais nos e através dos meios de comunicação social.

g) criar mecanismos de financiamento como os fundos, devendo no entanto ser exigida responsabilidade aos seus utilizadores.

h) mobilizar o interesse e o empenho dos cidadãos na diáspora no sentido da divulgação da cultura, das artes e dos autores nacionais, assim como desenvolver adequadamente a diplomacia cultural.

i) Promover o crescimento do espaço de intervenção dos criadores nacionais na divulgação e apresentação das suas obras, assim como a facilitação da circulação das mesmas, é um imperativo que se impõe para a inserção das artes na economia.

A inserção de motivos culturais nacionais e das artes plásticas no design dos artigos que usamos no nosso quotidiano como sejam tecidos, louças, calçado, materiais impressos, artigos de decoração roupas e moda são um exemplo de inserção da arte na economia. O desenvolvimento das indústrias culturais que em alguns países como os Estados Unidos e a França têm um peso significativo nas respectivas balanças comerciais ou no volume de negócios, são exemplos que interessa estudar como forma de impulsionar a actividade geradora de emprego no domínio cultural.

A oferta cultural no sistema do turismo; a promoção e industrialização de artigos para a culinária e algumas receitas nacionais; a reprodução industrial de obras de arte; a reprodução industrial de bens do domínio do património cultural; a actividade de festivais; a edição de publicações impressas, áudio e

audiovisuais, a de instrumentos musicais, o ensino das artes são algumas formas práticas de inserção da arte na economia, permitindo a geração de emprego com efeitos multiplicadores e de geração de riqueza ao mesmo tempo que constituem formas práticas de promoção e valorização da identidade cultural nacional, entenda-se, diversa e plural.

Creemos que nesta linha de pensamento é de reter aquilo que afirmou Sua Excelência Presidente Engenheiro José Eduardo dos Santos por ocasião do seu discurso de abertura do III Simpósio Cultural Nacional: "...consideramos a questão da cultura como uma variável estratégica de grande importância, com efeitos imediatos na coesão interna da nossa sociedade, bem como na nossa marcha em direcção aos objectivos globais que nos propomos atingir, tais como construir uma nação unida, desenvolvida e próspera com uma cultura florescente e um Estado de Direito Democrático e Social. ”

Principal Bibliografia:

- 1) Burity, Joanildo A., Cultura e Identidade, Perspectivas Interdisciplinares. DP&A: Rio de Janeiro, 2002.
- 2) Coelho, Teixeira; O que é indústria Cultural. Editora Brasiliense, 1983.
- 3) Cohn, Gabriel – Comunicação e indústria cultural – Companhia editora Nacional e Editoras da USP-S.Paulo.
- 4) Declaração do México; Organização dos Estados Americanos.
- 5) De Lima, Karina Medeiros; As Indústrias do Conteúdo e a Origem Informacional.
- 6) Deheinzelin Lala — Economia Criativa.
- 7) Dijan, Jean-Michel; La Politique Culturelle. Paris: Le Monde 1997.
- 8) EDUC — As Indústrias Culturais e o Emprego nos Países da União Europeia.
- 9) Evrard, Yves; Le management des entreprises Artistiques et culturelles. Paris: Editora Economica.
- 10) Farchy, Joelle e Sagot-Duvaurox, Dorninique; Economie des Politiques Culturelles. 1ª edição, Paris: Puf, 1994.
- 11) Gassama, Makhiy; 50ans après quelle indépendance pour L`Afrique?- Philippe Rey- Paris.
- 12) Melo, Alexandre; O Que é a Globalização Cultural. 1ª edição, Quimera, 2002.
- 13) Política cultural de Angola – DR nº6 1ª série, Janeiro de 2011- Luanda
- 14) Pontier, Jean-Marie; Ricci Jean-Claude e Bourdon, Jacques — Droit de la Culture — Dalloz – Paris.
- 15) Redação A Cultura como Estratégia para o Desenvolvimento Económico do Brasil.
- 16) Reis, Ana Carla da Fonseca; O Caleidoscópio da Cultura
- 17) Reis, Ana Carla da Fonseca; Economia da Cultura
- 18) Souindoula Simão — O Mercado das Industrias Culturais Em Angola.
- 19) Vários; Economia da Cultura, a força da indústria cultural no Rio de Janeiro. Rio de Janeiro: E-papers, 2002.